

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/252649/article/2019-10-10/mille-medecins-sonnent-lalarme-climatique>

Mille médecins sonnent l'alarme climatique

Un petit millier de professionnels de la santé, dans des hôpitaux, des maisons médicales, des cabinets de généraliste ou des universités appellent à un sursaut.

Par *[Michel De Muelenaere](#)* - 10/10/2019

L'été dernier, 716 décès supplémentaires ont été enregistrés en Belgique au cours des trois épisodes de fortes chaleurs qui ont frappé le pays. Associées à des pics d'ozone, les températures élevées contribuent à augmenter la mortalité. Et les prévisions pour les décennies à venir sont claires : ces phénomènes vont se multiplier et s'aggraver. Pourtant, l'intérêt pour les impacts sanitaires des dérèglements climatiques est relativement discret chez nous. A tort, estiment près de 1.000 médecins belges qui adressent une lettre ouverte aux autorités politiques et à la population.

Pour eux, le dérèglement climatique est une « urgence de santé publique ». Le stress thermique n'est pas le seul impact dont il faut se préoccuper, disent-ils. Il faut également s'inquiéter de « l'émergence dans nos régions de maladies transmises par les moustiques telles que le paludisme ou la dengue, (de) l'augmentation du nombre de naissances prématurées ou encore (de) l'augmentation des pathologies respiratoires d'origine allergique ».

Ces pathologies « vont surcharger et compromettre la viabilité des systèmes de santé en Europe et dans le monde », alertent les signataires.

Ces derniers fustigent « la faiblesse des réponses apportées jusqu'ici ». La Belgique, rappellent-ils, « dont le taux d'émissions par habitant est historiquement et à ce jour parmi les plus élevés au monde - ne prend actuellement pas sa part de l'effort ». Cela « met la population en danger à court terme ».

Nous devons réduire plus volontairement nos émissions de gaz à effet de serre pour contribuer à un effort mondial qui devrait permettre d'éviter le pire du réchauffement climatique, insistent ces professionnels de la santé. Il faut « désinvestir les moyens financiers publics des sociétés dont l'activité contribue au dérèglement climatique et à la dégradation de l'environnement, et les réinvestir dans le développement d'une économie soutenable ».

« Il est encore temps de réagir »

Il faudra s'adapter aussi, bien que le sujet ne soit qu'effleuré dans la lettre. « Nous n'avons pas voulu apparaître comme des professionnels qui demandent plus de moyens pour leur secteur », explique David Hercot, médecin attaché à la commission communautaire commune à Bruxelles et l'un des initiateurs de la lettre. « Nous insistons sur la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre parce que chaque dixième de degré gagné ou perdu aura des répercussions pour la

santé, poursuit Maye Vandebussche, médecin généraliste à Bruxelles. Il y a plus de gains à attendre d'une lutte contre le réchauffement climatique. Nous sommes dans une période charnière, il faut mettre toutes les énergies à réduire les émissions avant de songer à s'adapter. C'est aussi une question de responsabilité : dans nos pays riches, l'adaptation aux impacts du dérèglement climatique est plus facile. Réduire les émissions bénéficiera à tout le monde ». De sa pratique quotidienne sortent des constats : « Les problèmes s'aggravent. Les pathologies respiratoires, les allergies chez les enfants... Ce sont des évolutions tout à fait sensibles pour un généraliste.

« Il est encore temps de réagir, estime Jean Macq, professeur à l'UCLouvain. On peut faire des choses concrètes sans vivre moins bien. Les gens ne se rendent pas compte des conséquences des changements climatiques. La population vieillit. Et plus on vieillit, plus on est sensible aux maladies. Il y a un travail de conscientisation à faire. Et tous les segments de la société doivent bouger ».

Indispensable également, disent les médecins : que les étudiants soient formés « aux enjeux climatiques et environnementaux liés à leur secteur ».

Le secteur de la santé doit aussi penser à réduire son propre impact, dit Macq, notamment en renforçant les soins de première ligne. Les gens malades se rendent trop souvent aux urgences ou recourent aux spécialistes, juge-t-il. Or, ces deux niveaux font davantage appel à des examens et des actes techniques sophistiqués. En renforçant le rôle des médecins généralistes, des infirmières de première ligne qui connaissent mieux le contexte de vie des gens, on favorise une médecine plus orientée vers le social, le « vivre ensemble », que vers une technologie chère et gourmande en énergie. « Ce qui améliore la santé des gens ce n'est pas la technologie de la santé, la manière dont ils vivent ensemble ».

Climat: la Flandre dérape

C'est désormais (quasi) officiel et c'est tout sauf une surprise : la Flandre n'atteindra pas son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour 2020. Elle doit arriver à diminuer de 15,7 % par rapport à 2005 dans les secteurs non industriels mais n'arrivera au mieux qu'à 10 %, a reconnu la nouvelle ministre de l'Environnement Zuhair Demir (N-VA). La Région va donc devoir compenser en achetant des crédits d'émission dans un autre pays européen. Montant estimé : 40 millions d'euros. Et même si la Flandre peut en priorité solliciter la Wallonie, il y aura peu à en attendre. « Nous atteindrons notre propre objectif, mais nous ne disposerons pas d'un surplus énorme », dit-on de ce côté. Difficile d'en savoir davantage : alors que l'accord de partage intrabelge sur le climat prévoyait un rapport annuel sur les progrès des Régions, il n'y a eu aucun rapport jusqu'ici. En tout cas, la Flandre devra aller chercher ailleurs. Et ne pas trop tarder. A l'approche de l'échéance (2022 pour le dernier inventaire), le prix du crédit carbone, très demandé par les mauvais élèves, risque de s'envoler.